

The press review

1-15 August 2015

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS

Fraude fiscale : saisie chez les époux Balkany

Dans France 12/08/2015 0



Les époux Balkany sont poursuivis pour «blanchiment de fraude fiscale», «corruption» et «blanchiment de corruption». (Photo AFP)

Les déboires judiciaires s'accumulent pour les époux Balkany : après avoir confisqué leurs passeports, les juges ont vendu leur propriété des Antilles et saisi le luxueux moulin dans l'Eure, où le député-maire (Les Républicains) de Levallois-Perret et son épouse résident.

Dans le cadre de l'enquête pour fraude fiscale visant le couple Balkany, les juges d'instruction «ont ordonné la saisie» du moulin de Cossy, une propriété de quatre hectares avec piscine, court de tennis et green de golf, évaluée à plusieurs millions d'euros et située à Giverny (Eure), a indiqué mardi une source proche du dossier confirmant une information de *Charlie Hebdo*.

Depuis qu'ils en ont fait donation à leurs enfants dans les années 1990, les époux Balkany ne sont plus propriétaires de cette résidence, mais en gardent l'usufruit. «Cette saisie est éminemment contestable», a réagi Grégoire Lafarge, l'avocat du couple. «Le juge d'instruction n'a pas qualité à révoquer une donation». Patrick et Isabelle Balkany ont fait appel devant la chambre de l'instruction.

Par ailleurs, la villa Pamplemousse sur l'île de Saint-Martin aux Antilles, saisie par la justice il y a quelques mois, «vient d'être vendue», a indiqué la source proche du dossier, sans préciser le montant de la transaction. Cette résidence est estimée à «environ trois millions d'euros». Les époux Balkany, poursuivis pour «blanchiment de fraude fiscale», «corruption» et «blanchiment de corruption», ont longtemps nié en être les propriétaires. Placée en garde à vue en mai 2014, Isabelle Balkany avait finalement fait volte-face, reconnaissant posséder cette demeure, mais elle avait affirmé que son mari n'était pas concerné et que le bien avait été financé par le fruit d'un héritage.

Villa à Marrakech

La cellule de renseignement anti-blanchiment de Bercy, Tracfin, avait mis en évidence que la demeure antillaise appartenait à une série de sociétés écrans en Suisse, au Panama et au Liechtenstein. La justice s'interroge aussi sur l'origine de l'argent utilisé pour acheter la maison. Elle a été payée dans les années 1990 avec des «fonds parfaitement licites», mais elle n'avait «pas été régulièrement déclarée» et l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) n'a «pas été réglé», selon Me Lafarge.

Les enquêteurs s'intéressent aussi à une autre villa à Marrakech. Ils soupçonnent le couple de l'avoir acquise en se dissimulant derrière des sociétés off-shore et d'avoir utilisé comme prête-nom l'un de leurs proches, Jean-Pierre Aubry, ancien directeur général de la société d'économie mixte d'aménagement de Levallois, la Semarelp.

Les juges Renaud van Ruymbeke et Patricia Simon ont en effet élargi leur enquête pour fraude fiscale aux déclarations de patrimoine des Balkany, les suspectant d'avoir sous-évalué leurs biens comme le moulin de Cossy et leurs villas de Saint-Martin et Marrakech.

Les déboires judiciaires des élus de Levallois-Perret sont nés des révélations d'un ancien allié politique du couple, Didier Schuller. Il avait remis aux magistrats plusieurs documents, parmi lesquels une attestation d'ouverture en 1994 d'un compte en Suisse par Patrick Balkany dans l'agence de Zurich de la banque ABN-Amro et des rapports de police de 1998 et 2001, dont le dernier se penche sur la villa de Saint-Martin.

Patrick Balkany a vu son immunité parlementaire levée tandis que son épouse s'est vu imposer une caution d'un million d'euros afin de ne pas être placée en détention. Le couple n'a pas non plus le droit de quitter le territoire.

AFP

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS

<http://www.lefigaro.fr>

Comment devenir un élu corrompu en un clic

Publié le 11/08/2015 à 06:00



En Espagne, un jeu proposant de se mettre dans la peau d'un élu corrompu cartonne sur les smartphones.

Cachez l'argent sous le tapis et laissez-vous [corrompre](#). Lancé en mai, le jeu «Alcalde Corrupto» («maire corrompu», en français) connaît un véritable succès sur les smartphones où il est offert gratuitement. L'appli a déjà été téléchargée plus de 110.000 fois depuis son lancement.

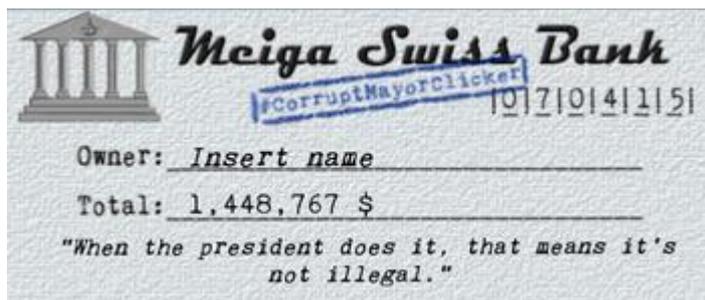
Le jeu propose de se glisser dans la peau d'un maire corrompu avec comme unique but son enrichissement personnel. L'objectif est donc d'amasser le plus d'argent possible sur le dos de ses administrés.

Pour cela, une trentaine de procédés malhonnêtes sont à votre disposition. Il y a les classiques: acheter des votes ou accepter les pots de vins. Il est évidemment possible de corrompre policiers, juges, syndicats et autres ONG. Les plus vicieux peuvent aussi favoriser la prostitution, vendre des armes, inaugurer des ronds-points inutiles, privatiser des hôpitaux à tout-va, passer des contrats pour la construction d'aéroports vides, faciliter les constructions illégales... Bref, tant d'actes scandaleux dont on entend régulièrement parler dans l'actualité. Les créateurs assurent d'ailleurs s'être inspirés de faits réels «pour la plupart».

À bas la morale

Le joueur tient le rôle d'un maire sans vergogne. Différents scénarios proposent régulièrement des dilemmes. Un opposant qui menace de demander votre démission, une fuite de pétrole dans l'océan... Les solutions proposées sont à chaque fois farfelues.

Si l'engouement du jeu pourrait bien provoquer des vocations, ses inventeurs [préfèrent susciter l'indignation](#). «Cela montre les différents moyens que peuvent utiliser nos dirigeants pour voler l'argent du peuple», notent les développeurs.



De la politique fiction?

Difficile d'y voir un hasard si le jeu est né en Espagne. La corruption est un sujet omniprésent dans la presse ibérique. [Tous les partis sont concernés](#) par ces scandales, [y compris la famille royale espagnole](#). «Il y a des politiciens corrompus partout autour de nous en Espagne. On le voit [tous les jours aux infos](#)», expliquent au *Figaro* les fondateurs de MeigaLabs, la société qui a créé le jeu. «Nous avons voulu faire quelque chose qui soit à la fois amusant, simple et universel et nous n'avons rien trouvé de plus actuel, ajoutent-ils. L'humour et le sarcasme aident à supporter ce genre de nouvelles. Si on prend tout cela trop au sérieux, on finit vite par en être malade.»

Les trois jeunes créateurs sont des informaticiens de 25 ans. Ils ont étudié dans une université en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, où ils ont gagné un concours universitaire leur permettant de monter leur entreprise de développement. Ce jeu sur la corruption est leur second, avec un succès bien loin de ce qu'ils avaient imaginé. La folie des grandeurs, eux, ne l'ont pas encore.

<http://uk.reuters.com>

World | Tue Aug 11, 2015 3:31pm BST
Related: [WORLD](#)

Turkish corruption prosecutors flee after arrest warrants issued

ANKARA | BY ECE TOKSABAY

Two Turkish prosecutors who led a high-profile investigation into alleged corruption around President Tayyip Erdogan's inner circle fled to Armenia hours before arrest warrants were issued for them this week, authorities said on Tuesday.

Zekeriya Oz, the former chief prosecutor of Istanbul, his colleague Celal Kara and a third prosecutor all face charges of attempting to overthrow the government forcefully and forming a criminal organisation, Turkish media have said.

Oz and Kara fled the country on Monday, just before the arrest warrants were issued, according to a statement from the governor of the northeastern province of Artvin, which borders Georgia and through which he said the men had crossed.

Local media published pictures that appeared to show Oz and Kara leaving [Turkey](#).

It was not immediately clear whether the third man, Mehmet Yuzgec, had been arrested. It was also unclear why the two men had fled to Armenia, a small ex-Soviet republic which shares a border with Turkey but has no diplomatic relations with Ankara.

"Those who get their judicial powers from circles other than the people escape justice like this," Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan wrote on Twitter of the two men's departure.

Erdogan portrayed the corruption scandal, which at the time posed one of the biggest challenges to his more than decade-long tenure as prime minister, as a coup attempt orchestrated by a former ally, U.S.-based Muslim cleric Fethullah Gulen.

Gulen, whose network of followers long wielded influence in the police and judiciary, has denied plotting against the state.

Oz was ousted from his post in May, more than a year after he launched what was one of Turkey's biggest ever corruption investigations.

The probe, which became public with raids on Dec. 17, 2013, led to the resignation of three ministers and prompted Erdogan to purge the state apparatus, reassigning thousands of police and hundreds of judges and prosecutors deemed loyal to Gulen.

Erdogan switched from prime minister to president last year.

Oz was once seen as doing Erdogan's bidding. He is known for leading the prosecution of the high-profile Ergenekon trial, putting former generals behind bars on charges of attempting to overthrow the government. The case lay at the heart of Erdogan's drive to break the political power of the once-mighty military.

Oz is reportedly close to the Gulen movement, which is believed to have helped drive the Ergenekon trial forward.

Last year, Turkey released Ergenekon convicts including prominent journalists, lawyers and retired officers, after the corruption probe deepened the rift between Erdogan and Gulen.

(Editing by [Nick Tattersall](#) and [Gareth Jones](#))

Fraude fiscale et « droits à polluer »: huit employés de Deutsche Bank inculpés

Dans Economie, Monde 13/08/2015



Les personnes inculpées sont des employés actuels et un ancien de la Deutsche Bank. (Photo AFP)

Sept salariés actuels et un ancien employé de la Deutsche Bank ont été mis en accusation jeudi par le parquet de Francfort, qui les soupçonne de fraude fiscale dans le cadre de l'achat et de la vente de certificats d'émission de CO2.

Dans un communiqué, le parquet indique que ces personnes sont des employés – actuels ou ancien – d'une « grosse banque », sans vouloir préciser laquelle. Selon des sources concordantes, il s'agit de la Deutsche Bank, comme l'avait indiqué plus tôt le quotidien *Süddeutsche Zeitung*. Ce qu'un porte-parole de la première banque allemande a toutefois refusé de confirmer. Il a en revanche affirmé que l'« enquête concernant les certificats de CO2 se poursuit et elle rassemble tous les faits pertinents ».

Les huit inculpés, âgés de 33 à 64 ans, auraient participé entre septembre 2009 et février 2010 à un système de fraude à l'impôt sur le revenu via le marché des « droits à polluer », détaille le parquet dans son communiqué. Au total, quelque 220 millions d'euros d'impôts n'auraient pas été payés au moyen d'un système d'achat par des entreprises allemandes de certificats d'émission de CO2 à l'étranger, puis passant de main en main avant d'être revendus sans être déclarés au fisc.

Le système d'échange de quotas d'émissions de CO2 dans l'Union européenne consiste pour les producteurs d'énergie et certains industriels à acheter ou vendre des « droits à polluer », dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

En décembre 2011, un tribunal allemand avait déjà condamné trois entrepreneurs britanniques, deux Allemands et un Français à des peines de prison ferme allant de 3 ans à 7 ans et 10 mois pour ce type de fraude, dans laquelle la Deutsche Bank servait d'intermédiaire financier. En janvier 2012, une autre personne a été condamnée à deux ans et neuf mois de prison, puis trois autres personnes ont été condamnées à des amendes en 2014. Mais aucun des condamnés jusqu'à présent n'était « salarié de la banque », précise le parquet de Francfort dans son rappel des faits.

La Deutsche Bank, qui a recruté cet été un nouveau patron pour y faire le ménage, est engluée dans quelque 6 000 affaires judiciaires diverses.

AFP

EU accused of 'intimidating' whistleblowers



Eulex is credited with creating a decent rank-and-file Kosovo police force, but failing to combat organised crime and high-level corruption (Photo: eeas.europa.eu)

By ANDREW RETTMAN

BRUSSELS, 13. AUG, 09:12

Transparency International, a leading NGO, has accused EU law chiefs in Kosovo of "intimidation" of potential whistleblowers.

It spoke out on Tuesday (12 August) on the case of Maria Bamieh, a British prosecutor, who used to work for Eulex, the EU's rule of law mission in Kosovo - the biggest and most expensive EU operation of its kind.

Bamieh, last year, lost her job amid a swirl of corruption allegations against Eulex. She then hired a UK law firm, Bindmans LLP, to hit back at the EU mission at the London Central Employment Tribunal, which is to hold its third hearing on the affair in September.

But Eulex reacted by threatening both Bamieh and her solicitor, Peter Daly, with prosecution inside Kosovo under Kosovo law if they approached any "non-parties" to her case for information, referring to Eulex officials who could testify as potential witnesses.

It also wrote to the London tribunal requesting a gag order on press reporting on any aspect of the proceedings.

For Transparency International, "the threat made to Bamieh by Eulex constitutes intimidation of anyone who could come forward to denounce corruption or mismanagement".

Its statement added that "Eulex should set the example of how a whistleblower should be treated to improve the current situation rather than send a message that anyone speaking up about corruption faces the threat of prosecution".

Eulex is currently drafting a response to the NGO's complaint.

But it previously said Bamieh is not a "whistleblower", citing a report into the affair by Jean Paul Jacque, a French law professor, who said, in April, that Bamieh doesn't meet the legal criteria for whistleblower protection in terms of European Court of Human Rights precedents.

It also said details of the Bamieh proceedings should be kept out of media to protect the privacy of Eulex staff accused of wrongdoing.

Jacque report

The Jacque report, which was commissioned by the EU foreign service, the institution which governs Eulex, depicted Bamieh as a flaky character who lost her job because she flunked an interview.

It also said Eulex did nothing wrong in threatening a reporter for the Kosovar daily, Koha Ditore, with prosecution if he published details of the Eulex corruption allegations.

The allegations involve accepting bribes in order to quash a murder investigation.

They are currently subject to a separate, internal, Eulex inquiry.

Meanwhile, Jacque, himself a former EU official who did the report pro-bono, painted a withering picture of Eulex' performance over the past seven years.

He said "corruption is omnipresent" in Kosovo and that Eulex has failed to set up "the foundations of a system capable of fighting" criminality.

He also said it should be subject to an independent oversight body and described its internal governance as "dysfunctional".